

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/GC(96)/ST/1

13 février 1996

(96-0532)

CONSEIL GENERAL
6 février 1996

Original: anglais

OBSERVATIONS RELATIVES AUX TRAVAUX DU CONSEIL GENERAL EN 1995

Déclaration de S.E. M. K. Kesavapany
Président du Conseil général

1. Conformément à la décision prise à la réunion ministérielle de Marrakech en avril 1994, l'OMC a été instituée le 1er janvier 1995. Les Ministres ont également décidé que le GATT continuerait d'exister jusqu'au 31 décembre 1995. Par conséquent, tout au long de l'année considérée, les membres des deux organisations ont coopéré étroitement pour faire en sorte qu'il n'y ait pas de rupture lors de la transition entre le GATT et l'OMC. Nous remercions l'Ambassadeur Mounir Zahran, Président des PARTIES CONTRACTANTES du GATT, et l'Ambassadeur Wade Armstrong, Président du Conseil du GATT, pour leur coopération dans ce domaine.

2. L'OMC, pendant sa première année d'existence, s'est principalement employée à mettre en oeuvre l'Accord du Cycle d'Uruguay. A cet égard, le Conseil général a adopté les décisions nécessaires pour faire en sorte que les mécanismes institutionnels de l'OMC soient mis en place. Au nombre de ces décisions figuraient l'adoption du règlement intérieur des principaux organes de l'OMC, l'établissement des organes subsidiaires de l'OMC et l'adoption de leur mandat, et la détermination de la composition de l'Organe de supervision des textiles. Avec l'accord intervenu sur l'établissement de l'Organe d'appel, l'OMC est devenue pleinement opérationnelle à la fin de sa première année d'existence. Le mérite en revient à l'ensemble des Membres de l'OMC et aux présidents des divers organes. Je tiens en particulier à exprimer ma reconnaissance à l'Ambassadeur Donald Kenyon qui, en qualité de Président de l'Organe de règlement des différends, était chargé de constituer l'Organe d'appel, innovation la plus importante de l'Accord du Cycle d'Uruguay.

3. Après que M. Peter Sutherland eut annoncé qu'il avait l'intention de quitter son poste de Directeur général, des recherches intensives ont été menées en vue de lui trouver un successeur. La question a été réglée au bout de neuf mois, et l'OMC a accueilli son premier Directeur général en la personne de M. Renato Ruggiero. Les consultations sur cette question ont été menées en grande partie par l'Ambassadeur Szepesi, auquel je tiens à exprimer ma gratitude.

4. Pendant l'année considérée, l'OMC s'est également occupée de l'établissement de son siège. Après un examen des avantages de chacun des emplacements offerts par des gouvernements, il a été décidé que l'OMC aurait son siège à Genève et occuperait les locaux du GATT. En conséquence, l'Accord de siège de l'OMC a été signé avec les autorités helvétiques à Berne, le 2 juin 1995.

5. Comme pour la nomination du Directeur général, c'est l'Ambassadeur Szepesi qui a conduit pour une grande part les travaux relatifs au siège. Il convient également de remercier M. Jean-Marie Metzger, Président du Comité du budget, des finances et de l'administration, et les hauts fonctionnaires du Secrétariat, avec à leur tête M. Jacques Chabert, pour le travail qu'ils ont

accompli. Outre l'acquisition de locaux, l'Accord a également permis d'obtenir de meilleures conditions de vie pour les diplomates en poste à Genève.

6. Lors de la mise en oeuvre des résultats du Cycle d'Uruguay et de l'établissement des divers règlements intérieurs, l'Organisation a failli perdre une des qualités fondamentales qu'elle tenait du GATT, à savoir le pragmatisme. En effet, on a assisté à l'émergence d'une tendance au formalisme et à un attachement excessif aux règles, qui s'est fait particulièrement sentir sur la question de la prise de décisions en ce qui concerne les dérogations (article IX) et l'accession (article XII). Heureusement, le Conseil général a adopté une décision à temps et cette tendance a été corrigée. Les Membres de l'OMC ont réaffirmé que, sauf disposition contraire, les décisions de l'Organisation devraient, pour l'essentiel, être prises par consensus.

7. A cet égard, les Membres sont également convenus que le pragmatisme devrait prévaloir dans les méthodes de travail de l'OMC et qu'il conviendrait d'éviter une bureaucratie excessive. A cet effet, et afin de garantir une coordination effective entre les présidents des principaux conseils et comités et le Secrétariat, un processus de consultations informel a été engagé. Le Directeur général a participé à ce processus, qui était conduit par le Président du Conseil général.

8. Afin de maintenir la pratique utile des tours d'horizon annuels effectués au GATT, le Conseil général a adopté les procédures nécessaires à cet effet. Le premier tour d'horizon annuel des activités de l'OMC a été effectué le 13 décembre 1995. Vers la fin de l'année, un processus informel, conduit par le Directeur général et moi-même, en tant que représentant du pays hôte, a été engagé afin de commencer à préparer la première Conférence ministérielle de l'OMC, qui se tiendra à Singapour en décembre 1996. Une des principales réalisations du Conseil général pendant la période considérée a été l'établissement, en vertu d'une décision adoptée à la réunion du 13 décembre, d'un Comité des arrangements commerciaux régionaux. Le mandat de ce Comité ayant été approuvé ce matin, j'espère qu'un président sera bientôt désigné et que le Comité pourra commencer ses travaux prochainement.

9. En qualité de Président du Conseil général, j'ai consulté les Membres au sujet des nouveaux présidents des principaux conseils et comités de l'OMC pour 1996. La liste des candidats proposée à la réunion du Conseil général du 13 décembre 1995 a été approuvée à l'unanimité. A cet égard, il convient de noter que, pour la première fois, deux femmes, Mme Lilia Bautista et Mme Anne Anderson, ont été nommées à de hautes fonctions au sein du GATT/de l'OMC. Il convient également de noter que c'est la première fois qu'une femme, Mme Debra Steger, est nommée Directeur d'une importante branche du Secrétariat, à savoir le Secrétariat de l'Organe d'appel.

10. Tels sont les résultats positifs obtenus par le Conseil général pendant la période considérée; toutefois, il est également de mon devoir de rappeler que les questions ci-après n'étaient toujours pas résolues à la fin de l'année:

- a) mise en distribution générale des documents de l'OMC, y compris des rapports de groupes spéciaux;
- b) lignes directrices pour les arrangements concernant les relations de l'OMC avec les organisations non gouvernementales;
- c) relations de l'OMC avec d'autres organisations intergouvernementales et internationales; et
- d) relations entre l'OMC et les accords environnementaux multilatéraux.

11. S'agissant des deux premières questions, on ne saurait reprocher au Président et au Secrétariat, en particulier M. Anwarul Hoda et M. Paulo Barthel-Rosa, de n'avoir pas essayé d'obtenir des résultats. J'aimerais maintenant exhorter les Membres à reconnaître qu'il est nécessaire de parvenir à une solution pratique sur cette question aussi rapidement que possible, faute de quoi ce serait l'anarchie.
12. Le Directeur général s'emploie à trouver une solution à la troisième question.
13. Pour ce qui est de la quatrième question, j'ai entrepris des travaux préliminaires. Toutefois, étant donné sa complexité et ses implications, cette question demande à être étudiée avec plus d'attention. Je suis certain que mon successeur sera en mesure de trouver rapidement des solutions à ces questions dès qu'il entrera en fonctions.
14. Enfin, je tiens à exprimer ma reconnaissance:
 - a) aux ambassadeurs et aux membres des délégations qui m'ont fait confiance. J'espère avoir été à la hauteur de leurs attentes;
 - b) aux présidents des divers conseils et comités, qui ont effectué l'essentiel du travail de fond dont j'ai présenté les résultats au Conseil général pour adoption;
 - c) au Directeur général pour son amitié et sa coopération. J'ai eu la chance de nouer avec lui des liens étroits, si étroits que l'on nous appelle "les jumeaux";
 - d) aux directeurs généraux adjoints et à tous mes autres amis au sein du Secrétariat pour leur coopération spontanée et sans faille, qui m'a permis de m'acquitter avec plaisir et enthousiasme de mes fonctions de Président du Conseil général dans les débuts de l'OMC.
15. Pour conclure, je voudrais présenter mes excuses à tous ceux et celles que les paroles que j'ai prononcées ou les actes que j'ai accomplis dans l'exercice de mes fonctions auraient pu involontairement blesser.